

Pour ou contre la culture du bannissement ?

Commençons par la dernière : l'affaire Roald Dahl.

À la une des grands titres de cet hiver : les livres pour enfants du romancier britannique Roald Dahl sont réécrits afin qu'ils puissent être plus inclusifs. Bref, ils sont censurés.

Cette collaboration avec Inclusive Minds, un collectif de personnes travaillant sur la question de l'inclusion et de l'accessibilité dans la littérature de jeunesse, sur l'initiative de la maison d'édition Puffin, vise à intervenir sur le langage jugé offensant par l'éditeur.

Des modifications importantes sont apportées aux œuvres de Dahl, elles concernent notamment les descriptions des apparences physiques des personnages. Vous vous souvenez peut-être d'Augustus Gloop dans Charlie et la chocolaterie, qui est désormais décrit comme "énorme" (au lieu de gros), ou de Mrs Twit, dans The Twits qui n'est plus "laide et bestiale" mais juste "bête". Idem, dans The Witches, un paragraphe expliquant que les sorcières sont chauves sous leurs perruques se termine par la nouvelle ligne :

"Il y a beaucoup d'autres raisons pour lesquelles les femmes pourraient porter des perruques et il n'y a certainement rien de mal à cela." Miss Trunchbull (qui nous glaçait d'horreur) dans Matilda, était autrefois une "femelle des plus formidables". Elle est aujourd'hui "une femme", et "formidable" bien sûr. Des termes non-sexistes ont également été ajoutés à certains endroits: les Cloud-Men de James and the Giant Peach sont devenus des Cloud-People.

De quoi s'agit-il au juste ?

Un détour par l'écriture inclusive, le wokisme et la cancel culture s'impose.

Né au milieu des années 2000 aux États-Unis, le mouvement woke (éveillé), ou "wokisme", désigne d'abord une posture portée par des courants universitaires comme la *critical race theory* (théorie critique de la race) qui décrit le fait d'être conscient des problèmes liés à la justice sociale et à l'égalité raciale.

L'expression *stay woke* (restez éveillés) a donc commencé à être utilisée à la faveur du mouvement *Black Lives Matter* aux États-Unis (né après l'acquittement d'un veilleur de nuit qui avait tué un jeune homme noir, Trayvon Martin, en 2013). Les militants de ce mouvement dénoncent un racisme systémique qui aboutit notamment aux violences policières perpétrées contre les personnes de peau noire. Certains aiment à rappeler que l'origine de cette expression, antérieure au mouvement BLM, remonte aux années 1930, à une chanson dans laquelle Leadbelly, le chanteur de blues américain, appelle à rester éveillé, en utilisant le terme *stay woke*, évoquant l'accusation d'adolescents noirs dans une affaire de viol. Le wokisme s'est ensuite développé en dénonçant de manière commune les autres discriminations sociales, notamment celles visant les personnes LGBT, les femmes (#MeToo), les immigrés, les groupes minoritaires en tant que tels.

Ces injustices peuvent aussi exister de manière moins visible, plus subtile, sous forme d'actes plus ou moins conscients, parfois involontaires. Ce sont ces comportements qui sont dénoncés par le wokisme dont le but consiste finalement à sensibiliser les populations, blanches surtout, à ces préjugés qui ont été intégrés inconsciemment. Le terme de privilège blanc (*white privilege*) désigne le fait que cette population, en particulier celle des hommes blancs hétérosexuels, est visée par moins de discriminations que d'autres groupes d'individus. C'est la notion d'intersectionnalité qui est alors convoquée lorsque les discriminations se cumulent, l'idée étant qu'il est en effet plus difficile d'être homosexuel qu'hétérosexuel dans notre société, mais qu'il est encore plus difficile d'être un homosexuel noir qu'un homosexuel blanc, et que, par conséquent, ces formes de discrimination, telles que le racisme, le sexisme et l'homophobie, sont liées et doivent être combattues ensemble.

Cette tendance qui met l'accent sur la diversité et l'inclusion est aussi appliquée dans le monde des affaires. Elle peut se manifester au sein des entreprises par une prise de décision collaborative qui tient compte des différences culturelles, par une stratégie de recrutement et de promotion qui favorise la diversité ou, plus largement, dans des pratiques ouvertes aux perspectives et aux idées différentes. L'expression "capitalisme éveillé" (*woke capitalism*) a été inventée pour décrire la stratégie de ces entreprises qui ont exprimé leur soutien à ce type de causes.

.../...

.../...

Néanmoins, cette même tendance qui suscite un intérêt grandissant, fait de plus en plus l'objet d'une opposition. On critique sa tendance moralisatrice, "donneuse de leçons", qui prône la culture du bannissement et le politiquement correct. On lui reproche d'être dogmatique et sectaire. Le wokisme serait donc en opposition avec l'universalisme progressiste hérité des Lumières autant qu'avec les tendances les plus conservatrices. Pris dans un révisionnisme généralisé des acquis – discutables – de la culture, le wokisme s'incarne dans une pratique, la cancel culture, visée par les nombreux détracteurs qui y voient une mise en cause de la liberté d'expression et un danger réel pour le vécu démocratique.

La cancel culture est une pratique autant qu'un processus qui consiste à retirer son soutien, via les réseaux sociaux principalement, à des personnalités ou des institutions s'étant fait remarquer par des prises de position, des actions ou des déclarations jugées racistes, misogynes ou offensantes. Le but est de dénoncer ces situations, certes, mais aussi d'inviter les personnes visées à justifier leurs propos, et surtout d'exiger des institutions qu'elles assument leurs responsabilités en cessant d'honorer ces personnes que l'on accuse. En définitive, la cancel culture veut attirer l'attention sur ces choses qui ne devraient pas aller de soi et dont la société s'accommode.

Tout n'est donc pas blanc ou noir au royaume où l'on est "woke".

Dans *Qui annule quoi ?* qu'elle publie en 2022 aux éditions du Seuil, l'historienne Laure Murat, professeur à UCLA, propose les éléments qui permettent de penser ce phénomène qui, d'après elle, est l'expression "d'une démocratie à bout de souffle (...) dans une société supposément universaliste, aveugle à ses impensés et incapable de reconnaître les crimes et les conséquences sans nombre de l'esclavage et de la colonisation". La violence de la cancel culture serait donc à chercher dans la brutalité du pouvoir. Partant de là, s'il est évident que les dérives à la culture protestataire sont bien réelles, se focaliser sur les erreurs de ces mouvements est toutefois une manière d'empêcher le débat de fond. L'auteure ajoute que cette expression exprime "une immense fatigue de voir le racisme et le sexisme honorés, à travers des statues supposément inamovibles ou des artistes considérés au-dessus des lois, quand les Noir-es se font tuer à bout portant par la police". Elle explique qu'aux États-Unis, les déboulonnements de statues visent en priorité ce qui symbolise le pouvoir colonial et les suprématistes blancs, l'équivalent européen se trouvant dans l'invitation faite aux musées à réfléchir sur l'origine de leurs collections grandement issues des conquêtes impérialistes. Murat montre en définitive que la cancel culture attire notre attention sur les contradictions d'une société prise entre l'antiracisme qu'elle prône officiellement et la violence de la colonisation qu'elle célèbre tout autant dans l'espace public. L'analyse de l'auteure débouche sur cette intéressante et puissante réflexion, il faut le reconnaître, que l'histoire se fait en érigeant des monuments tout autant qu'en les faisant tomber.

Mais revenons à ce qu'on appelle en France "l'écriture inclusive" qui est l'un des avatars de cette culture profondément et parfois drastiquement révisionniste.

L'écriture inclusive comprend un ensemble de pratiques langagières qui se sont construites sur ce constat: la grammaire française présente une tendance à invisibiliser le genre féminin, observable à travers la règle qui veut que le masculin l'emporte dans les phrases au pluriel. De plus, certains termes, notamment des noms de métier, ne possèdent pas d'équivalent féminin. La langue française ne comporte pas non plus de pronoms neutres, contrairement à l'allemand ou à l'anglais, jusqu'à la reconnaissance officielle dans le dictionnaire depuis 2022 du pronom "iel", pour ne prendre que cet exemple qui a fait couler beaucoup d'encre. Les enjeux qui sous-tendent la mise en place de ces nouvelles règles linguistiques sont évidemment liés à la manière dont une langue peut impacter la vision que l'on a du monde, puisqu'il s'agit, en l'occurrence, d'une langue qui participe à inférioriser les femmes par rapport aux hommes. Le langage inclusif a justement pour but de réduire ces inégalités et de mettre en place une langue – et donc une vision du monde – plus égalitaire.

.../...

.../...

Chez l'anglais Roald Dahl, ce n'est donc pas tant le pronom neutre qui pose problème, mais bel et bien une série de substantifs et d'adjectifs à valeur discriminantes qui, et c'est bien le propos des éditeurs, nuisent à la promotion d'une "société pour tous". L'idée étant de ne pas heurter les sensibilités des générations futures qu'on aura éduquées dans le respect des différences et formées pour une société plus juste.

Pour Alexandre Gefen, directeur de recherche au CNRS et critique littéraire, dans une tribune pour *l'Obs* du 14 mars 2023, "les gestes de censure ou de réécriture qui cherchent à aligner une œuvre sur notre morale contemporaine prennent le risque de lui faire perdre son pouvoir d'interpellation." Car de la même manière qu'on ne saurait imaginer une bibliothèque dépouillée de toutes les œuvres d'auteurs ayant souscrit au patriarcat ou à l'esclavagisme (Alexandre Gefen se réfère aux auteurs de l'Antiquité) parce que cette bibliothèque serait vide ou pauvre, l'exercice de la cancel culture "implique de s'instituer censeur, elle conduit à perdre l'œuvre comme témoignage et empreinte d'un autre temps dont l'altérité des valeurs vient questionner les nôtres. Elle est surtout inutile, tant la mémoire culturelle procède par réinterprétation et réadaptation constante, conduisant les œuvres dont la morale ne nous importe plus à être laissées de côté, et les statues à se faire oublier par elles-mêmes".

C'est sur une invitation à faire confiance au jugement qui sélectionne, prend ce qui le nourrit et rejette ce qui ne correspond pas à ses valeurs, autant morales qu'esthétiques, que je voudrais terminer cet article. Ceci est au fond, aussi, ce que l'on appelle "l'esprit critique". Il serait tout aussi dommage de le perdre parce que le monde, lissé et poli dans les représentations qui en sont proposées, n'offre plus rien de critiquable.

par Nayla Tamra

(Ici Beyrouth – vendredi 14 avril 2023)

Nayla Tamraz est professeure de littérature et d'histoire de l'art à l'Université Saint-Joseph à Beyrouth où elle a dirigé le département de lettres françaises et lancé le programme de master et de doctorat en critique d'art et curatoriat qu'elle dirige actuellement. Sa pratique parallèle de critique d'art et de curatrice l'a menée à organiser des expositions d'art contemporain, à Paris et en Argentine notamment. Ses publications portent sur les théories et esthétiques comparées de l'image et du texte, ainsi que sur leur mise en contexte historique, ce qui l'a conduit à s'intéresser aux questions de l'histoire, de la mémoire et du récit, au topos de la ruine, aux représentations du territoire et, plus généralement, aux liens entre poétique et politique, dans la littérature et l'art du Liban de l'après-guerre. Ses recherches actuelles s'intéressent aux modernités dites "plurielles" et leurs liens avec les discours postcoloniaux et les études de genre.

<https://icibeyrouth.com>